UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Analyse de l'effet de l'instabilité des exportations sur la croissance économique au Burundi, pp. 128-151

NKURUNZIZA Désiré

2011-01
UB, Cahiers du CURDES
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/676

NKURUNZIZA Désiré, Analyse de l'effet de l'instabilité des exportations sur la croissance économique au Burundi, pp. 128-151, Cahiers du CURDES n° 12, Janvier 2011.

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

CONVERGENCE ET UNION MONETAIRE A L'EAST AFRICA COMMUNITY : REFLEXION SUR LES CRITERES FORMELS A RESPECTER.

Université du Burundi, FSEA-CURDES, B.P.6420
Bujumbura, Burundi

Gilbert NIYONGABO

Résumé.

Pressentie pour 2012 dans les textes régissant l'East Africa Community puis relancé pour 2015, l'Union monétaire constitue encore un débat au sein des pays de l'EAC. Dans cet article, nous proposons de revenir sur les critères formels à respecter à l'instar de ceux de l'Union Européenne pour constituer une zone monétaire stable et en nous appuyant sur la littérature existante. Nous proposons ensuite un descriptif des indicateurs de performance économiques de la zone et nous terminons enfin par une estimation économétrique pour vérifier les déterminants de la stabilité monétaire et de la croissance économique au Burundi et dans l'EAC.

Mots Clés : Intégration régionale, Union monétaire.

I. Introduction

Le débat sur la convergence monétaire refait surface depuis la crise financière qui a secoué le monde en 2008-2009 et qui n'a pas épargné les pays de l'Union Monétaire et peut aller même dans le sens de la remise en cause et de la viabilité d'une zone monétaire. A l'East Africa Community (EAC) depuis les accords de 1999 mis en application en 2000 entre le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda rejoints par le Burundi et le Rwanda en 2007, tout semble aller vite. La question que nous soulevons dans cette analyse est la viabilité d'une zone monétaire à l'EAC et nous discutons des

critères de convergence macroéconomique à respecter et leur intérêt dans le maintien de la stabilité monétaire.
Dans cette étude, nous revenons sur le débat qui refait surface dans le contexte actuel du problème de l'endettement et des déficits publics qui secouent l'Union Européenne et nous partirons des critères de convergence proposés pour l'établissement de l'Union Economique et Monétaire Européenne pour savoir dans quelle mesure l'East Africa-Community pourra respecter les critères formels de convergence à la Maastricht pour l'Union Monétaire et de la monnaie unique de l'EAC?
De manière subsidiaire, on discutera du réalisme des horizons proposés comme l'année 2015 au lieu de 2012 prévu initialement?
Ce papier comprend trois sections : la première présente les principaux débats théoriques sur la convergence monétaire et les critères proposés ; la deuxième section fait une analyse descriptive des indicateurs économique de l'East Africa Community et la troisième section propose une estimation économétrique de la convergence monétaire à partir des critères formels proposés par la théorie.

II. Brève revue de la Littérature.

a. Les faits de l'histoire.

Au moment où le Traité de Rome fête ses 50 ans en 2007, la Revue Financière a consacré un numéro spécial pour débattre des questions relatives à l'union monétaire, à l'intégration et à celle politique. Pour bon nombre d'auteurs, il n'est certes pas question de remettre en cause les critères de convergence, mais l'applicabilité des critères dans chacun des pays qui forment une union monétaire pose problème notamment au niveau des coûts que chacun serait prêt à supporter pour atteindre la convergence et entrer dans la zone monétaire. Selon DE BOISSIEU (2007) en parlant des critères de convergence du Traité de Maastricht, une

union monétaire implique un élargissement et un rattrapage des pays avancés par les pays. Il regrette que le Traité de Maastricht se soit basé sur la convergence (taux d'inflation, taux d'intérêt nominal ou taux de change nominal…).

En général, il faut noter que la création d'une monnaie unique est une convergence de plusieurs indicateurs dont trois s'avèrent très important, à savoir le processus politique et les évolutions économique et monétaire. Le plan politique, la création monétaire se base souvent sur les tentatives d'intégration politique, une sorte de nostalgie du passé des pays concernés (TRICHET[46] 2007). Il existe beaucoup d'exemples des projets de confédération Européenne qui n'ont pas abouti qui datent du 15ème siècle ou du 17ème et qui par la suite, vont se baser sur une sorte de famille qui, sur le plan politique, va servir à prévenir les conflits.

Sur le plan monétaire, la création d'une union monétaire implique la mise en place d'un taux de change fixe et la fin d'un système de flottement des monnaies des pays entrants dans la zone monétaire.

Sur le plan économique, la question qui se pose de manière fondamentale est la convergence macroéconomique axée sur les seuils de dette publique soutenable ou de déficit public et sur l'inflation tolérée. Le Traité de Maatricht a fixé le seuil du ratio de la de dette publique à 60% du PIB et à 3% pour le déficit public ; actuellement, ce critère s'avère un des plus déterminants et d'aucuns n'hésitent pas à parler de facteur discriminant (DE BOISSIEU, 2007).

Les crises qui ont frappé tour à tour la Grèce puis l'Irlande en 2010 en disent long sur l'importance des critères axés sur les finances publiques.

Quant à la stabilité des prix ou à l'inflation tolérable, la question qui se pose souvent est l'arbitrage entre le chômage et l'inflation un peu à l'image du débat sur la courbe de Phillips et les améliorations proposées par Friedman vers les années 1970. De manière concrète, il faut passer du long terme au court terme avec une

[46] J.C. Trichet est actuellement Président de la Banque Centrale Européenne.

vision de croissance économique même axée sur les déficits publics et à une vision de court terme avec une décélération vers une inflation acceptable (souvent ne dépassant pas les 3 %).

Sur un autre plan et sans vraiment au Traité de Maastricht, Flandreau et Le Cacheux (1996) se posent la question de savoir si la convergence est vraiment nécessaire à la création d'une zone monétaire et se basent sur l'expérience de l'étalon Or qui a prévalu entre 1880 et 1914. Les deux auteurs insistent sur les forces qui conduisent à la stabilité d'une zone monétaire de manière plus générale en revenant sur l'importance de l'intégration commerciale et financière et sur les critères habituellement proposés comme le taux d'intérêt, le taux de change et l'inflation. Leur analyse relève l'importance des aspects monétaires et fiscaux pour le système monétaire et soulignent que la convergence monétaire vers l'étalon or s'est faite sans les critères formels comme ceux proposés sur l'Union Européenne alors qu'à l'époque (vers 1870) subsistaient plusieurs régimes dont l'étalon argent en Allemagne, au profit d'un régime de change fixe comprenant les pays comme la Grande-Bretagne, le Portugal, la Belgique, la Hollande, la Suisse et les pays Scandinaves. En même temps, les pays Européens qui ne pouvaient adopter ce régime de change sont restés en dehors du cercle de convergence en gardant des régimes de change flottants, c'est le régime papier. Cette expérience montre que les régimes peuvent coexister pour voir se maintenir une zone monétaire stable sans convergence basée sur des critères stricts.
De cette expérience Européenne du 19ème, il s'avère que les forces d'une stabilité monétaire sont basées sur l'intégration financière avec une relation Epargne-Investissement très déterminante pour la mobilité du Capital. Le deuxième facteur non moins important qui n'apparaît pas de manière explicite est l'interdépendance des relations bancaires avec une primauté offerte aux Banques Centrales qui jouent le rôle de Prêteurs en dernier ressort. Le troisième facteur qui apparaît est l'intégration commerciale avec une importance affichée des exportations dans la production nationale. Enfin, le quatrième point souvent mis en exergue et sur

lequel Flandreau et Le Cacheux (1996) sont revenus est le facteur migration qui est la condition d'une convergence des revenus, un déplacement massif de la main d'œuvre allant des revenus faibles à ceux élevés.

b. *Les critères formels de convergence nominale.*

L'évolution de l'EAC du Marché Commun dans lequel elle se trouve actuellement vers l'Union Monétaire à l'Horizon 2015 prédéfini par différents comités devra respecter certains critères de convergence. L'expérience récente en la matière de l'Union Monétaire à laquelle l'EAC fait recours en termes d'expérience ne fait pas douter quant aux indicateurs qui seront choisis ; ceux-ci s'apparenteront à ceux proposés par le Traité de Maastricht. Ces indicateurs sont appelés des critères de convergence et sont formels pour avoir été signés par les pays de l'Union Européenne le 07 Février 1992. Ils sont axés sur quatre variables à savoir l'inflation, la dette publique et le déficit public, la stabilité du taux de change et la convergence des taux d'intérêt. Les seuils fixés sont les suivants :

- Stabilité des prix : le taux d'inflation d'un État membre donné ne doit pas dépasser de **plus de 1,5 %** celui des trois États membres présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.
- Situation des finances publiques :
    - Interdiction d'avoir un déficit public annuel supérieur à **3 % du PIB** par rapport à l'année précédente ;
    - Interdiction d'avoir une dette publique supérieure à **60 % du PIB** par rapport à l'année précédente ;
- Taux de change : interdiction de dévaluer sa monnaie, mais avec le passage à l'euro, ce critère ne sert plus puisque tous les pays adoptent un système de change fixe. Par ailleurs, l'État membre doit participer au mécanisme de taux de change du **système monétaire**

Européen de manière successive pendant les deux années précédant l'examen de sa situation. sans connaître de tensions graves.

- Taux d'intérêt de long terme : ils ne doivent pas dépasser de plus de 2 % ceux des trois États membres présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

Selon, Trichet (2007, p.68), la réussite de l'Europe est basée sur le succès des quatre critères qui sont de nature institutionnelle alors que d'autres éléments sont propres à la stratégie monétaire donnant un rôle primordial aux Banques Centrales et à la Banque Centrale Européenne.

Ceci étant fait, la question revient à savoir d'autres pays peuvent réussir un tel exploit.

Le point suivant un descriptif des faits caractérisant les économies de l'East Africa Community.

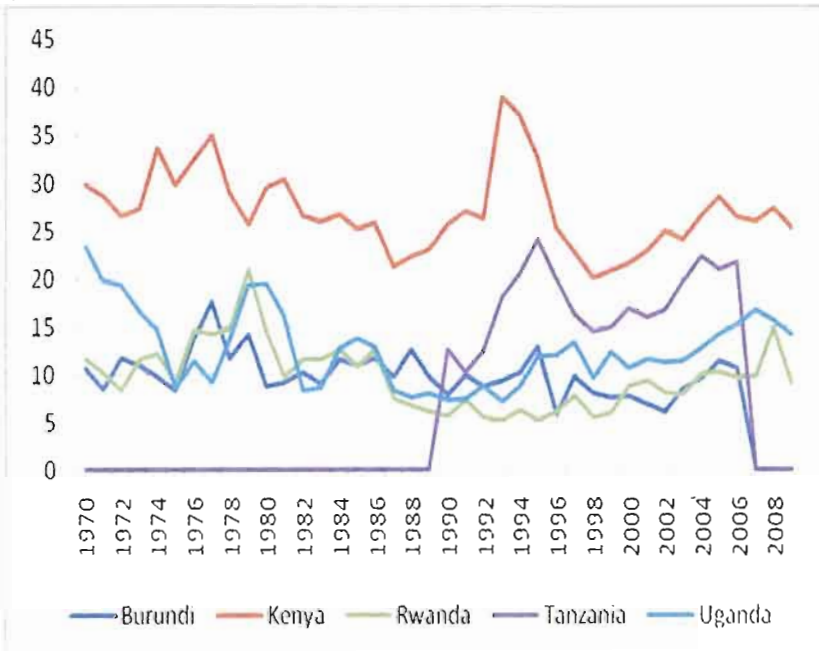
III. Faits stylisés de la convergence à l'EAC.

Les faits stylisés des économies des pays de l'EAC sont basés sur les performances commerciales axées sur les taux d'exportation, les performances financières et celles économiques.

- L'évolution des exportations :

Le graphique n° 1 montre bien que les taux d'exportation du Burundi et du Rwanda sont les plus faibles et sont situés à 10% de leur production mesurées par le PIB. En même temps, on peut constater que même les taux de l'Ouganda sont faibles et que seuls le Kenya et la Tanzanie ont des taux supérieurs à 20% et encore sont constants.

Graphique 1: Taux d'exportation des biens et services sur le PIB (en %).

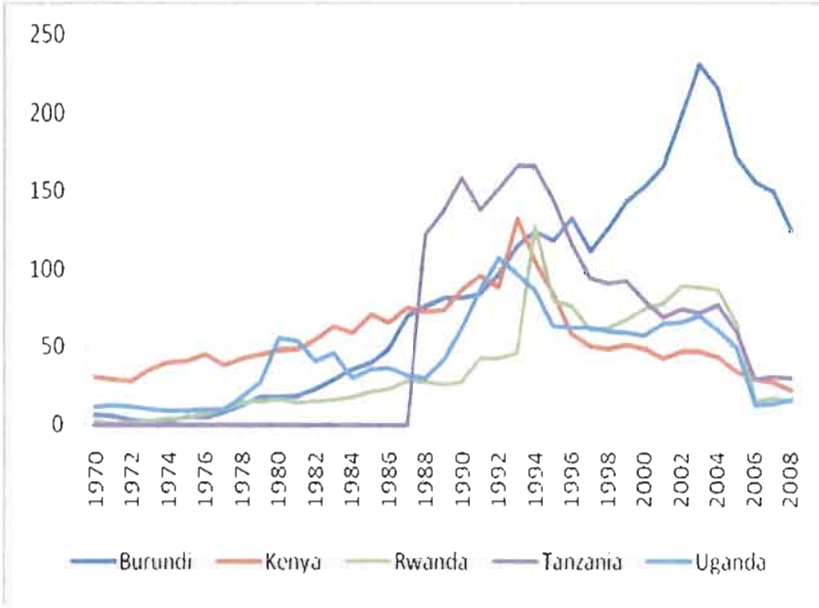


- Le taux d'endettement et le niveau du PIB.

Les taux d'endettement étaient très élevés approchant même les 100% du PIB vers les années 1990 mais grâce aux mécanismes de remise de dette, notamment dans le cadre des Pays Pauvres Très Endettés, certains pays dont le Burundi ont bénéficié allant jusqu'à plus de 50% de leurs dettes externes. Actuellement, seul l'Ouganda est encore concerné par une dette élevée.

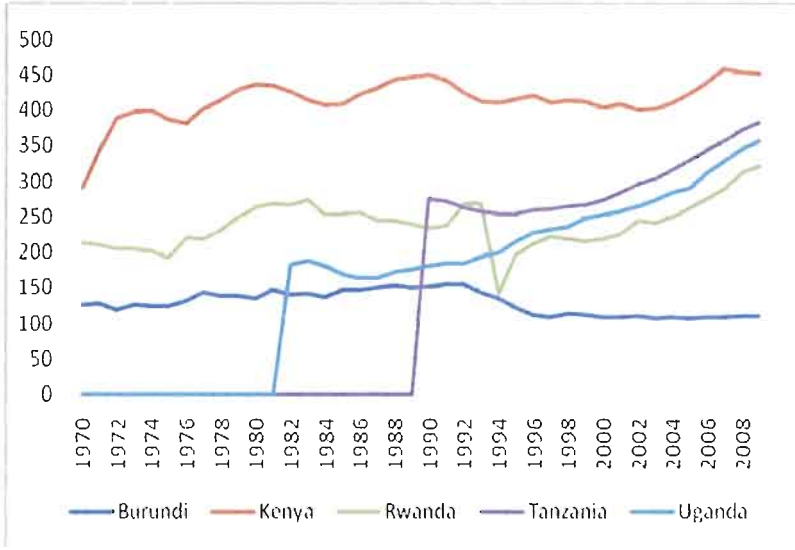
Le graphique n°2 reflète l'évolution de la dette externe ramenée au PIB en pourcentage et montre que tous les pays sauf l'Ouganda ont un ratio d'endettement soutenable (inférieur à 60%). Cependant même pour l'Ouganda les mécanismes de désendettement ont commencé au vue du graphique dont la courbe est décroissante.

Graphique 2: Evolution de l'endettement externe par rapport au PIB (%).



Ceci peut nous amener aussi à présenter le niveau de développement mesuré par le PIB par habitant en dollars constants (de 2000). Le graphique n°3 montre que même si le Kenya a un revenu élevé situé 450US$/hab. ; les trois pays qui suivent : la Tanzanie, l'Ouganda et le Rwanda ont des taux croissance élevés et peuvent rattraper le Kenya confirmant ainsi l'hypothèse d'une convergence à la Solow (1956) entre pays formant un bloc économique. Seul le Burundi semble être à la traîne avec encore un niveau de revenu qui a décrû dès les années 1993.

Graphique 3: Evolution du PIB par habitant en dollars américains (constants de 2000).

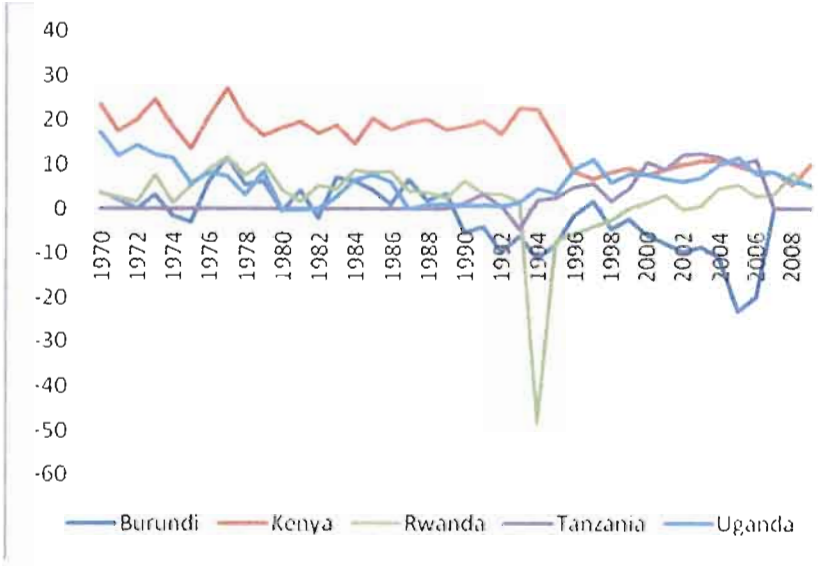


- Evolution des taux d'épargne et des réserves de change.

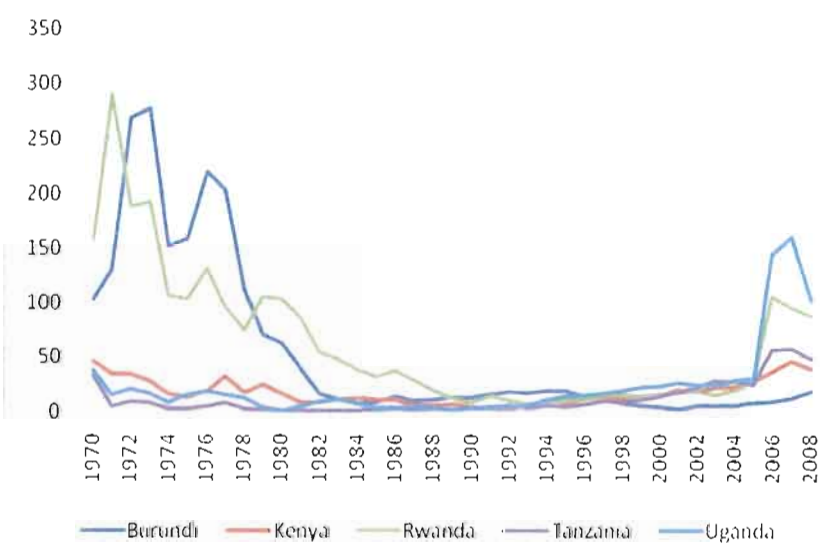
La plupart des économies en développement sont caractérisées par des taux d'épagne faibles et les pays de l'EAC n'en font pas exception. Cependant, tous les pays à l'exception du Burundi ont des taux d'épargne positifs oscillant autour de 10% bien que ce ne soit pas un niveau suffisant. Le graphique n°4 montre bien que l'évolution des taux d'épargne des pays de l'EAC reste un signe de faiblesse.

Cependant, nous avons ajouté un graphique (graphique n°5) montrant que malgré cette faiblesse, certaines économies dégagent des points de performance avec des réserves de change élevées comme celles du Rwanda et de l'Ouganda (presque 100% de la dette externe). La Tanzanie et le Rwanda ont des réserves de change situées à 50% de la dette externe alors que le Burundi dispose de réserves de change oscillant autour de 18% de la dette en 2008.

Graphique 4: Evolution des taux d'Epargne par rapport au PIB (en %).



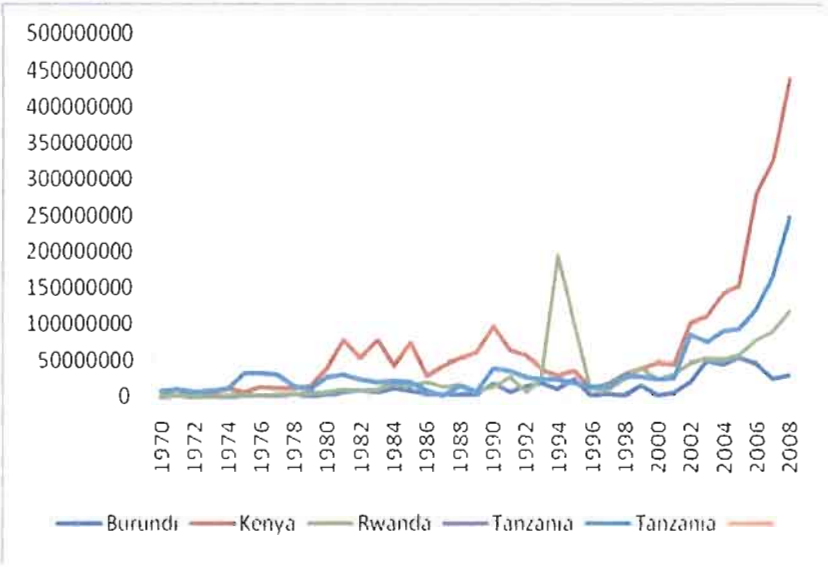
Graphique 5: Evolution des réserves internationales par rapport à la dette externe.



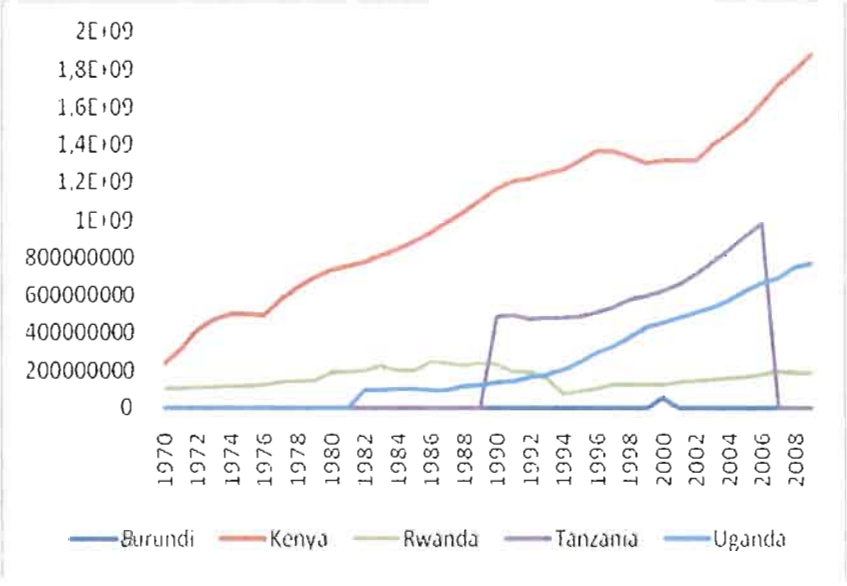
- L'importance de l'aide bilatérale pour les pays de l'EAC et du secteur manufacturier.

Finalement, nous proposons des points de performance qui contribuent à l'amélioration du sort des économies de l'EAC à savoir l'aide bilatérale et le secteur manufacturier, ce qui est certes un point positif pour la soutenabilité d'un taux de change (fixe) mais peut poser problème quant à sa volatilité. L'aide bilatérale obtenue par le Burundi est situé à presque 50 millions de dollars US, sachant que le Burundi reçoit de manière générale l'essentiel de son aide par les Bailleurs multilatéraux (Banque Mondiale ou Union Européenne fournissant chacun plus de 100 millions de $) ; les autres pays ont chacun plus de 100millions de dollars US provenant des partenaires bilatéraux, le Kenya obtient des montants plus élevés, atteignant même 450 millions US dollars. Le graphique n°6 présente l'évolution de l'aide bilatérale par pays de l'EAC. Enfin le graphique n°7 que nous proposons montre que certains pays ont un secteur manufacturier au vue de son évolution comme le Kenya qui obtient près de 2 milliards de dollars US, la Tanzanie et l'Ouganda perçoivent près de la moitié de ce montant, tandis que le secteur manufacturier Rwandais produit pour presque pour 200 millions de dollars US, l'équivalent de 10% de sa production nationale.

Graphique 6: Evolution de l'aide bilatérale en dollars américains.



Graphique n°7 : Valeur ajoutée du secteur manufacturier (en dollars américains).



IV. Déterminants de la convergence: Estimations Econométriques.

a. Le Modèle.

Le Modèle que nous proposons d'étudier les déterminants de la convergence économique au Burundi puis dans les pays de l'EAC en partant des variables explicatives théoriques. Le modèle que nous proposons peut s'écrire de manière suivante :

$$Y_{it} = a_i + b\, X_{it} + \varepsilon_{it,}$$

où

- Y mesure la variable expliquée qui sera la croissance économique dans le premier modèle puis le taux de change dans le deuxième modèle ;
- X contient l'ensemble des variables proposées par le modèle les réserves de change, le taux d'endettement et d'autres mesures de stabilité macroéconomique (inflation, balance commerciale…);
- ε est le terme d'erreur supposé normal (iid).

b. Méthodes d'estimation.

En partant de l'économie burundaise, nous mesurons les déterminants de la convergence économique puis monétaire et nous attacherons de l'importance à la variable taux de change et aux déterminants de la croissance économique. De plus, la procédure d'estimation la plus usuelle est la méthode des moindres carrés ordinaires pour autant que les propriétés des estimateurs sont vérifiées (non biaisés et convergents).

La deuxième méthode tiendra compte de la dimension géographique et essaiera de voir s'il y a convergence économique dans les pays de l'EAC à partir des principaux déterminants macroéconomiques.

Compte tenu des données disponibles (deux dimensions), l'économétrie propose la Méthode des Moindres Carrés Ordinaires pour autant que l'hétérogénéité inobservable est contrôlée, ce qui amène souvent à prendre en considération les Effets Fixes (invariants liés aux pays). En outre, cette méthode suppose que le terme d'erreur (u) est composé mais la procédure doit s'assurer que ce terme n'est pas corrélé avec les régresseurs.

c. Des données utilisées et présentation des résultats.

Les données utilisées proviennent de la Banque Mondiale, World Development Indicators (2009-2010) qui sont jugées plus récentes. Le tableau n°1 présente les résultats des estimations du modèle de détermination du taux de change à partir des variables explicatives habituelles mais nous avons ajouté l'aide étrangère compte tenu de son importance dans le pays.

Tableau 1 : Principaux déterminants du taux de change au Burundi (1970 -2009).
Dependent Variable: CHANGE
Method: Least Squares

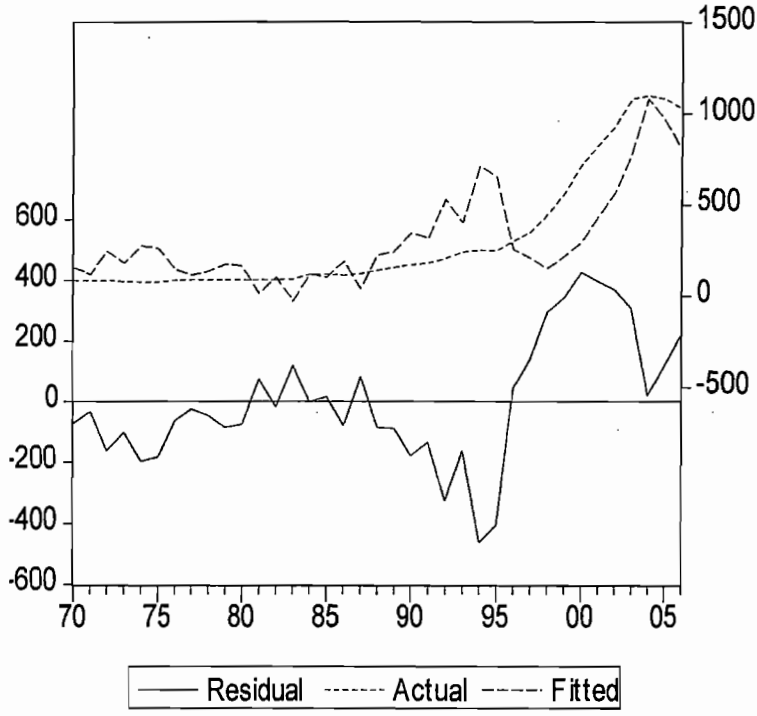
Sample(adjusted): 1970 2006
Included observations: 37 after adjusting endpoints

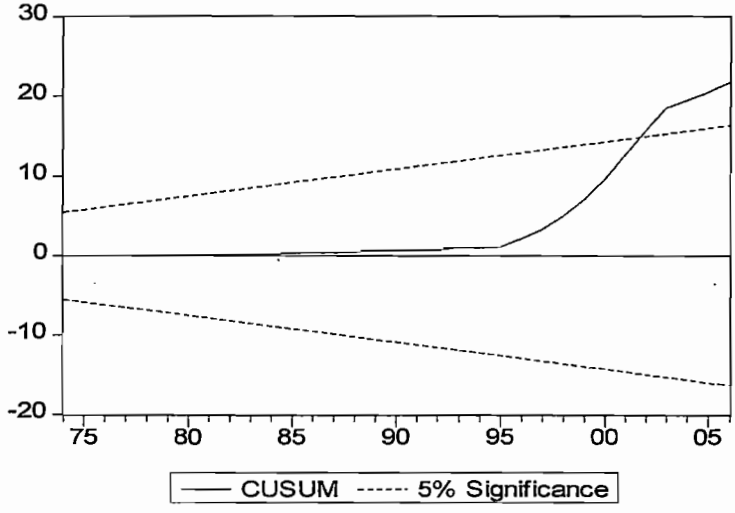
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB	2.607998	5.963174	0.437351	0.6647
INVEST	-17.12183	7.566309	-2.262903	0.0303
INFLATION	4.123784	4.746290	0.868844	0.3912
AIDE	22.41946	3.153757	7.108811	0.0000
R-squared	0.618560	Mean dependent var		317.4236
Adjusted R-squared	0.583883	S.D. dependent var		341.2570
S.E. of regression	220.1350	Akaike info criterion		13.72816
Sum squared resid	1599161.	Schwarz criterion		13.90232
Log likelihood	-249.9710	Durbin-Watson stat		0.435179

A partir de ce tableau, nous constatons que l'aide étrangère ainsi que le taux d'investissement déterminent la valeur du taux de change du Fbu par rapport au dollar. Les coefficients des deux variables sont significatives à l'intervalle conventionnelle de 95% . Le modèle est expliqué 58% et montre bien qu'il y a de la place pour un ajout d'autres variables.

Graphique 8 : Analyse de la prédiction et de la stabilité du modèle.

Par ailleurs, nous avons voulu montré que le modèle peut être prédit par les variables explicatives spécifiées (graphique qui commence) et que ce modèle n'est pas stable rejoignant ce que nous avons suggéré sur le problème de l'instabilité de l'aide (les deux derniers graphiques).


1500
1000
500
0
-500
600
400
200
0
-200
-400
-600
70
75
80
85
90
95
00
05
Residual
Actual
Fitted


30
20
10
0
-10
-20
75
80
85
90
95
00
05
CUSUM
5% Significance

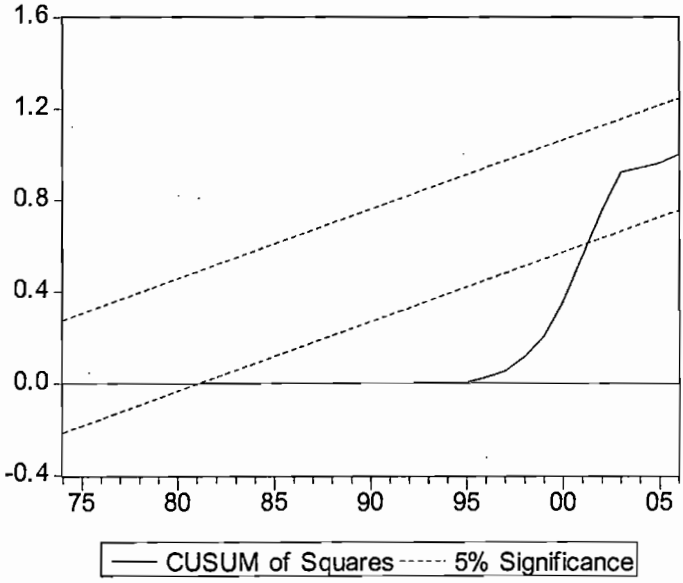

1.6
1.2
0.8
0.4
0.0
-0.4
75
80
85
90
95
00
05
CUSUM of Squares
5% Significance

Tableau 2 : Déterminants commerciaux et financiers du taux de change.

Dependent Variable: CHANGE
Method: Least Squares

Sample(adjusted): 2000 2006
Included observations: 7 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB	106.4871	13.40398	7.944441	0.0797
INVEST	109.7559	8.537405	12.85589	0.0494
INFLATION	-14.68903	2.112175	-6.954457	0.0909
INTERET	-87.00119	15.54546	-5.596566	0.1126
BALANCE	8.26E-06	7.98E-07	10.35350	0.0613
DETTE	-60.82698	7.036383	-8.644637	0.0733
R-squared	0.999563	Mean dependent var		967.9367
Adjusted R-squared	0.997376	S.D. dependent var		146.5646
S.E. of regression	7.508211	Akaike info criterion		6.638247
Sum squared resid	56.37324	Schwarz criterion		6.591884
Log likelihood	-17.23386	Durbin-Watson stat		2.002130

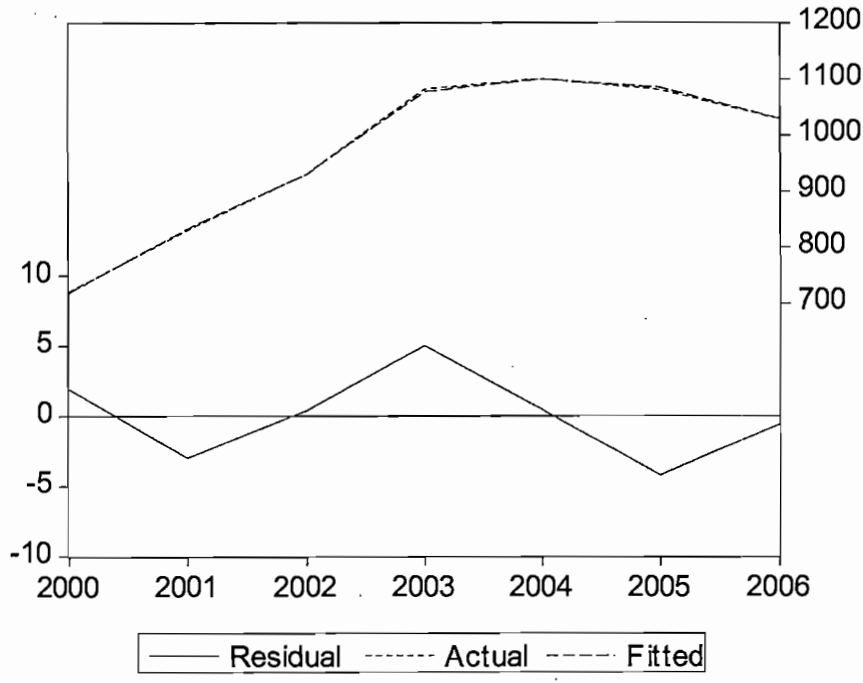
Le tableau n°2 tient compte des déterminants commerciaux mesurés par le solde de la balance commerciale et des aspects financiers mesurés par le taux d'intérêt créditeur qui déterminent souvent la convergence monétaire dans un marché où il a mobilité des capitaux. Nous ajoutons également les variables relatives au poids de la dette et l'inflation qui sont caractéristiques des pays pauvres (et endettés).

Les résultats précédents montrent que l'investissement joue un rôle clé ainsi que le solde de la balance courante, la dette, le niveau de développement (PIB) et l'inflation bien que celles dernières variables soient statistiquement significatives au seuil supérieur à 5% mais inférieur à 10%.

Le graphique 9 montre la capacité prédictive du modèle.

Graphique 9 : Prédiction du modèle.

Ce graphique montre la forte capacité prédictive du modèle dont les valeurs actuelles sont presque confondues avec celles prédites (fitted). Le modèle est fortement expliqué.



La question de la convergence macroéconomique.

Il est souvent commode de vérifier la convergence macroéconomique à partir de la théorie de Solow (1956) qui stipule que le revenu croît vers son niveau de longue durée à partir du point d'origine en traçant une trajectoire. Celle-ci se manifeste par un signe négatif affecté au coefficient de la variable du revenu quant elle figure comme régresseur de la variable croissance économique.

Les deux tableaux suivants montrent les estimations que nous effectuons sur la croissance économique au Burundi et aux pays de l'EAC. Les résultats se présentent comme suit :

Tableau 3 : Déterminants de la croissance économique et convergence au Burundi.

Dependent Variable: PIBVAR
Method: Least Squares
Sample(adjusted): 1970 2006
Included observations: 37 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	174.0651	83.91332	2.074345	0.0459
LPIB	-8.471825	4.160988	-2.036013	0.0498
INVEST	0.266876	0.190652	1.399802	0.1709
INFLATION	-0.271883	0.113897	-2.387095	0.0229

R-squared	0.247332	Mean dependent var	2.391913
Adjusted R-squared	0.178907	S.D. dependent var	5.846314
S.E. of regression	5.297589	Akaike info criterion	6.274187
Sum squared resid	926.1268	Schwarz criterion	6.448340
Log likelihood	-112.0725	F-statistic	3.614671
Durbin-Watson stat	1.745081	Prob(F-statistic)	0.023191

Le tableau précédent montre que la croissance économique au Burundi est expliquée par le niveau de revenu mesuré par le PIB (en log) qui a un signe négatif traduisant la convergence économique et par le taux d'inflation qui affecte négativement la croissance de long terme. Le taux d'investissement a un signe positif mais ne peut être interprété car son coefficient est statistiquement non nul.

Tableau n°4 a): Déterminants de la croissance économique et convergence dans les pays de l'EAC.

OLS	Number of obs	66
	F(5, 60)	3.87
	Prob > F	0.0042
	R-squared	0.2822
Variable dépendante :	Root MSE	4.5868

Croissance économique		Probabilité
Variables explicatives		
PIB	-9,650981	0,033
Exportations	-0,0669227	0,377
IDE	1,338139	0,002
Prod. agricole	0,064401	0,046
Dépenses gouv.	2,516896	0,148
Constante	155,354	0,046

Tableau 4 b): Déterminants de la croissance économique et convergence dans les pays de l'EAC.

Random-effects GLS regression	Number of obs	70
	Nombre de groupes :	4
	R-Squared Within	0.03
	R-squared Between	**0.85**
Variable dépendante :	R-squared Overall	0.16

Croissance économique		Probabilité
Variables explicatives		
PIB par hab ;	-0,02	0,061
Prod. mnaufacturés	0.78	0,046
IDE	0.34	0,403
Dépenses gouv.	-0.56	0,693
Constante	16,27	0,551

Selon les tableaux 4a) et b) il y a sans doute convergence économique, ce qui veut dire qu'à la longue les revenus de chacun des pays vont augmenter suivant une trajectoire du revenu initial vers le point de longue durée. Les déterminants clés de la croissance économique sont aussi l'Investissement Direct Etranger (IDE) et la productivité du secteur agricole pour le cas du Burundi et basculent vers les produits manufacturés pour l'ensemble des pays de l'EAC pour la meilleure des estimations avec 85% (estimations en effets aléatoires).

Conclusion

L'Union Monétaire de l'EAC à l'horizon 2015 doit se poser en termes d'équilibre macroéconomique interne à chaque pays avant de passer à la convergence vers une monnaie la plus stable de la région qui pourra être le shilling Kenyan à l'instar du deutsche mark (allemand).

La convergence monétaire nécessite une stabilité monétaire, financière et économique et doit par ailleurs impliquer l'indépendance des banques centrales puisqu'il sera aussi question de créer une Banque Centrale Est Africaine.

Sur le plan économique, les pays de l'EAC peuvent se faire des soucis étant donné que leurs niveaux de croissance sont les plus faibles de l'Afrique Sub Saharienne, mais les points forts peuvent se situer sur les équilibres commerciaux externes affichent des valeurs positives, mais également la dette publique ne semble plus être un problème. Enfin, les pays de l'EAC peuvent compter sur l'aide extérieure qui, non seulement est devenue régulière, mais est également en forte croissance. Cette dernière considération peut alors rapprocher la monnaie unique Est Africaine au CFA dont le taux de change est fixé sur le Franc Français lequel est également indexé à l'Euro. Ce qui nous amène à conclure que la création de la monnaie unique de l'EAC nécessitera une monnaie pivot, probablement le dollar américain à cause de l'intensité des relations EAC avec les pays se servant de cette monnaie et dans une moindre mesure l'Euro qui avait une réputation d'être stable.

Bibliographie

Banque Mondiale, 2010, The World Development Indicators, CD-ROM.

De Boissieu C. (2007), "Elargissement et gouvernance de la zone Euro », Revue d'Economie Financière, n°88, Avril 2007.

Dollar D. et Kraay A. (2002), « Growth is good for the poor », Journal of Economic Growth, Vol. 7(3), p. 195-225, September.

Dollar D. et Kraay A. (2004), « Trade, Growth and Poverty », The Economic Journal, 114, pp. 22-49, February.

East Africa Community, **www.eac.int**

Frankel J. A. et Romer D. (1999) « Does Trade Cause Growth? » The American Economic Review Vol. 89 N°3, pp. 379-399, June.

Grossman G. M. et Helpman E. (1991), Innovation and Growth in the Global Economy, Cambridge, Massachusetts, MIT Press.

Harrison A. et Hanson G. (1999), « Who gains from Trade Reform? Some Remaining Puzzles », Journal of Development Economics, Vol 59, p. 125-154.

Krugman P. et Obstfeld M. (1995), Economie internationale, Bruxelles, De Boeck-Wesmael.

Ravallion M. (2001), « Growth, Inequality and Poverty: Looking Beyond », Working Paper N°2558, Washington D.C., World Bank, February

Rodriguez F. et Rodrik D. (2000), « Trade Policy and Economic Growth : A Skeptic's Guide to The Cross-National Evidence », Working Paper N°7081, Washington, D.C., National Bureau of Economic Research, May.

Romer P. M. (1986), « Increasing Returns and Long-run Growth », Journal of Political Economy, 94, 5, october, pp. 1002-1037.

Sachs J. D. et Warner A. (1995), « Economic Reform and the Process of Global Integration ,

Brookings Papers on Economic Activity », 1995-1.

Trichet J.C. (2007), "L'Union Monétaire en Europe : de Bretton Woods à nos jours », Revue d'Economie Financière, n°88, Avril 2007.

Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social

Référence bibliographique des Cahiers du CURDES

Pour citer cet article / How to citate this article

NKURUNZIZA Désiré, Analyse de l'effet de l'instabilité des exportations sur la croissance économique au Burundi, pp. 128-151, Cahiers du CURDES n° 12, Janvier 2011.

Contact CURDES : curdes.fsea@yahoo.fr